



HAL
open science

André Brun : témoignage

Inrae - Cirad Comité d'Histoire, Denis Poupardin, Michèle Petit

► To cite this version:

Inrae - Cirad Comité d'Histoire, Denis Poupardin, Michèle Petit. André Brun : témoignage. *Economistes ruraux*, 21 (1), Edition INRAE, pp.78-107, 2023, Archorales, 978-2-7380-1454-2. hal-04255703

HAL Id: hal-04255703

<https://hal.inrae.fr/hal-04255703>

Submitted on 24 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



Irlande 2011.
© INRAE / Ruffieux

ANDRÉ BRUN

78

André Brun était directeur de recherches à l'Inra où il a fait toute sa carrière au département d'Economie et de sociologie rurales jusqu'à son départ à la retraite en 1995. Né le 28 septembre 1934, il est décédé le 10 novembre 2008. Son témoignage avait été recueilli par Denis Poupardin, le 5 février 1996 à Paris, parmi les premiers de la mission Archorales. Pour le publier, près de 25 années plus tard, il était nécessaire de réaliser un travail d'édition que nous aurions, bien sûr, apprécié de faire avec lui comme nous le faisons généralement avec les témoins. Malheureusement cela n'était évidemment pas possible, aussi avons-nous pris le parti de le finaliser avec le concours de son épouse, Marcelline Brun. En 2020, elle nous a très aimablement et efficacement aidé en nous fournissant des documents et des photographies, apportant des compléments, des précisions et, parfois, des corrections, tout en restant au plus près des faits et idées émises par son époux. Elle nous a également éclairés une période de la vie d'André Brun qui, selon elle, l'a marqué mais qu'il n'évoque quasiment pas dans son propre témoignage. Un encadré en fin de ce témoignage relate les propos de madame Brun à cet égard.

Pour rendre plus amplement compte de la carrière scientifique d'André Brun, il nous est apparu utile, voire nécessaire, de publier en complément de son témoignage, l'essentiel d'un document qu'il a rédigé en 1982, son « Dossier de candidature au concours de directeur de recherche ».

Marcelline Brun nous a donné son accord pour la publication de ce « dossier » témoignage ainsi étoffé. Qu'elle soit vivement remerciée pour son aide précieuse. Nos remerciements vont aussi à Michel Petit, collègue et ami de longue date d'André Brun, qui a eu l'amabilité de relire la version finale d'où ont été extirpées quelques rares imprécisions ou erreurs factuelles.



André Brun avec son écharpe de maire de Vitry-aux-Loges (de 1995 à 2001).

© INRAE / Brun

André Brun et sa sœur Marie-Luce avec leur père François Brun, vers 1940.



© INRAE / Brun

DE QUEL MILIEU SOCIAL ÊTES-VOUS ORIGINAIRE ? QUELLE FORMATION AVEZ-VOUS REÇUE AVANT D'ENTRER À L'INRA ? QU'EST-CE QUI VOUS A POUSSÉ À ENTRER À L'INRA ?

Ce qui me semble le plus significatif et qui est probablement un peu déterminant dans mon orientation, c'est la lignée paternelle. Un de mes grands-pères¹ était un terrien, il avait quelques biens quand il a commencé dans la vie. Il a beaucoup écrit sur le milieu rural, alors qu'il était propriétaire dans le Loiret. Il a eu de nombreux enfants et il a perdu sa fortune. Sa famille s'est retrouvée désargentée, peut-être parce qu'il menait un train de vie supérieur à ses possibilités, avec la chasse. Engagé sur le plan sociopolitique et religieux, il a écrit sur les encycliques des papes. Quand j'étais en âge d'entrer à l'Inra ou même à l'Agro, j'avais un certain dédain pour ce grand-père conservateur, bien qu'il ait participé au mouvement du « Sillon »². Il a hésité dans ses orientations. Avec ces revers de fortune, quand mon père a passé son bac, on lui a

1 NDLR : Il s'agit d'Henri Brun sur lequel André Brun écrit, en mars 2006, un essai biographique « Henri Brun (1972 – 1942). Les origines de sa famille et les étapes de son parcours » (document multigraphié, 71 pages). En introduction, André Brun y écrit : « Si, sur la tombe d'Henri Brun, se trouve gravée, en apposition à son nom, la mention « Ecrivain Catholique », c'est très probablement parce qu'il en avait exprimé le désir. La mention « magistrat » qui l'accompagne n'évoque que les huit années où il a exercé ce métier, alors que son « combat » d'écrivain catholique couvre toute sa vie et traduit sa passion pour la recherche de la vérité. C'était bien l'image qu'il avait de lui-même, ou, du moins, l'image qu'il souhaitait donner de sa vie et de son œuvre ».

2 NDLR : mouvement catholique social créé à la fin du 19^e siècle.

demandé de se débrouiller car il était l'aîné de cinq frères et sœurs. Mon père³ n'a donc pas eu d'éducation supérieure, il a fait des petits métiers. Il a vendu de la farine, jusqu'au moment où il est entré dans la fédération nationale Famille Rurale, avec cet esprit de militant rural que lui avait transmis mon grand-père. Il y a passé la plus grande partie de sa vie comme secrétaire d'un organisme de défense de la famille en milieu rural, avec un salaire de conducteur d'autobus. Donc, issu d'une famille plutôt cultivée mais qui n'avait pas d'argent, j'ai été marqué par les fins de mois difficiles.

Je ne me rendais pas compte à l'époque que c'est peut-être cette origine qui m'a poussé à faire l'Agro et à entrer à l'Inra. Je souhaitais faire médecine, mais mes parents m'ont plutôt poussé dans cette direction, c'est tout simple. C'est en section économie, en troisième année à l'Agro, que j'ai voulu entrer à l'Inra.

CERTAINS PROFESSEURS À L'AGRO VOUS ONT-ILS PARTICULIÈREMENT MARQUÉ OU POUSSÉ VERS CETTE VOIE ?

L'économie était une sorte de non-choix pour moi. Pierre Fromont, professeur d'économie à l'Agro, ne m'a pas particulièrement marqué. C'est Denis Bergmann qui m'avait séduit. Un trait particulier a dirigé toute ma pensée et ma vie intellectuelle : le besoin de comprendre le tout avant de comprendre la partie. C'est ce besoin d'élargir toujours la pensée, au point d'en arriver à la philosophie ou à la métaphysique.

Et l'économie était une manière de resituer toutes les données techniques que j'avais pu apprendre, de ne pas faire

3 NDLR : François Brun.

de choix. Je restais dans le domaine du général, que je voulais comprendre. J'avais cette passion de comprendre, qui est à l'origine d'une attitude de recherche, sinon d'une orientation vers l'économie.

QUELS ÉTAIENT VOS PROFESSEURS D'ÉCONOMIE, EN DEHORS DE D. BERGMAN ? AVEZ-VOUS CONNU JEAN CHOMBART DE LAUWE OU LOUIS MALASSIS ? MICHEL CÉPÈDE QUI DONNAIT À L'AGRO DES COURS D'HISTOIRE DE LA PENSÉE, VOUS A-T-IL MARQUÉ ET POUSSÉ À EN SAVOIR PLUS DANS CE DOMAINE ? GEORGES SÉVERAC A-T-IL JOUÉ UN RÔLE IMPORTANT POUR VOUS ?

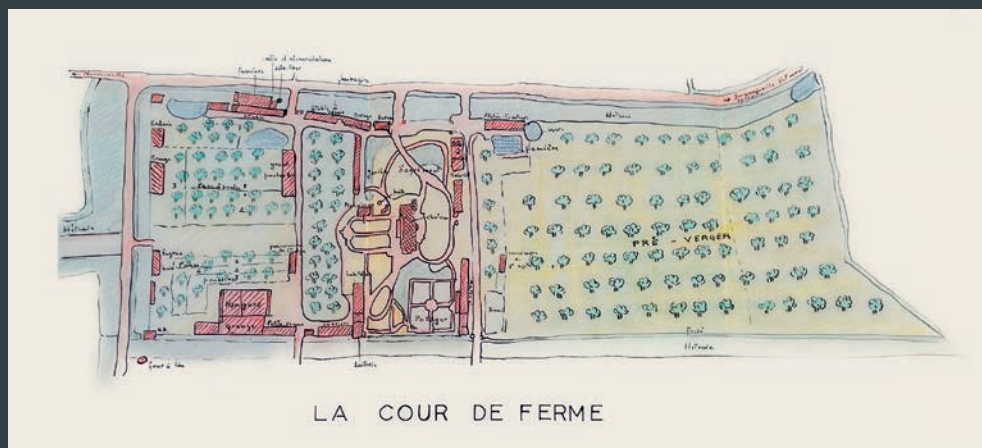
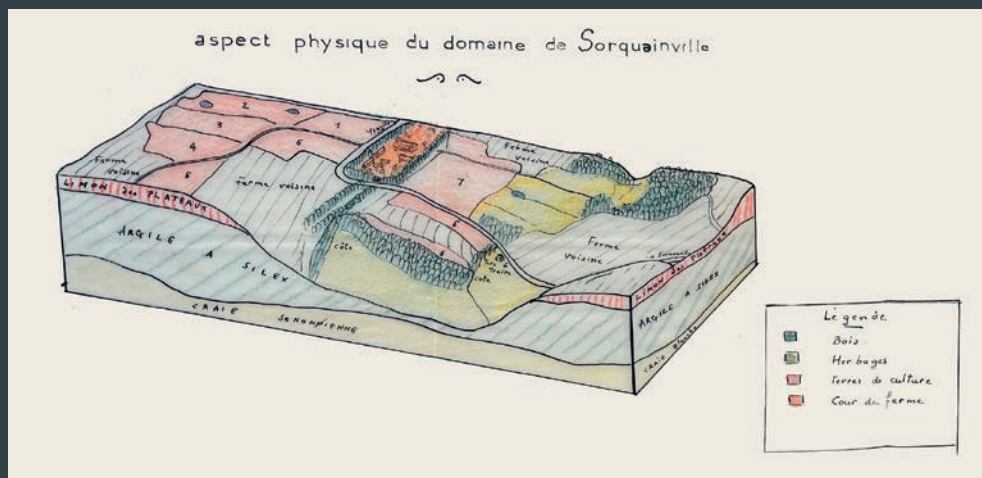
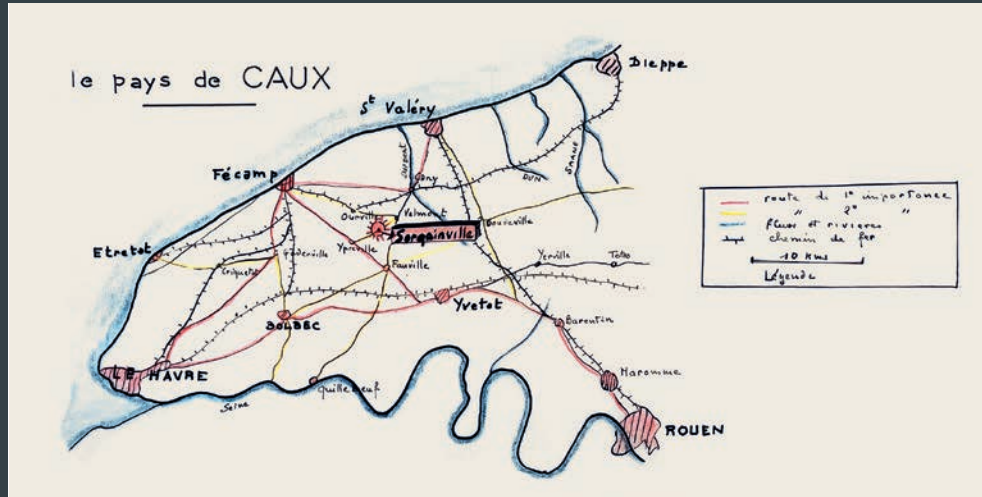
Je les ai connus mais ils ne m'ont pas spécialement séduit. Je n'avais aucune marque culturelle en économie. Je n'aurais pas pu citer le nom de trois grands économistes du XIX^e siècle quand j'ai choisi de faire de l'économie et d'entrer au département Économie à l'Inra. C'est pour montrer mon inculture en la matière, et en même temps, ma passion d'entrer dans ce genre de réflexion.

Bien que pas précisément séduit par sa pensée, j'ai développé de l'intérêt pour le domaine. Je n'avais pas de guide, de maître, sauf peut-être René Dumont qui m'a le plus marqué. Assez curieusement, en troisième année, j'ai fait un exposé sur les zones marginales agricoles, qui, vingt ans après, étaient au centre de mes pensées. J'ai une grande fidélité. C'est surtout le champ d'intérêt qui m'avait attiré. Il m'a beaucoup marqué, plus sur le plan idéologique qu'intellectuellement. J'ai lu presque tous ses livres. Je sentais chez Dumont, un curieux mélange de sensibilité et de promotion d'une technique toujours de pointe. Je lui reprochais de ne pas me donner d'outils, j'avais besoin d'outils et personne ne m'en a jamais donnés.

Les outils de pensée qui m'ont séduit sont ceux que présentait Bergman, du marginalisme appliqué à l'agriculture - sorte de mathématisation d'une réalité sociale, qui me passionnait par ailleurs. Des outils pour appréhender, dont j'avais besoin à ce moment-là. Je n'avais pas de culture en économie. Avec le recul, je me rends compte à quel point la culture est importante !

LE DOMAINE DE SORQUAINVILLE

En septembre 1955, en première année d'études à l'INA Paris, André Brun effectue un stage d'ouvrier agricole. Il rédige un « Rapport de stage effectué du 1 au 30 septembre en Pays de Caux » de 27 pages, qui comprend 17 photographies noir et blanc qu'il a prises lui-même et 4 dessins couleurs qu'il a réalisés. Située dans la Pays de Caux, en Normandie, l'exploitation comprend le domaine de Sorquainville (125 ha) et la ferme d'Ypreville (50 ha). Ces deux ensembles jumelés sont exploités et dirigés « communautairement » par Monsieur Lerebours et ses deux fils. Cette grande exploitation de polyculture-élevage, très mécanisée, emploie une quinzaine d'ouvriers permanents dont plusieurs sont logés avec leur famille dans des maisons situées sur le domaine.





La maison de maître du domaine de Sorquainville.



Logement pour une famille d'ouvrier agricole.



Récolte motorisée du blé par une moissonneuse-batteuse.



Le foin transporté en bottes liées.



Traite mécanique des vaches laitières de race normande.



Récolte mécanisée des pommes de terre.

Incontestablement, Georges Séverac a joué un rôle important pour moi bien que je l'ai découvert en troisième année, en économie. D'abord, il m'attirait parce qu'il était incompréhensible. Tout le monde opinait de la tête quand il parlait et moi, je lui « rentrais dans le chou » en disant que je ne comprenais pas. Il m'a alors expliqué beaucoup de choses en conversation bilatérale. J'ai eu une relation privilégiée avec lui. Il avait publié un ouvrage sur la théorie de l'information. Il avait eu les compliments de François Perroux, ce dont il était très fier. Il était l'assistant de R. Dumont, en agriculture comparée, alors que sa disposition d'esprit ne l'était pas tellement. Je retiens une publication qui m'a beaucoup marqué, un colloque international à Gif-sur-Yvette en 1968 sur les sciences avancées, où il a produit un texte sur l'aménagement du territoire⁴.

Je retiens ce texte, où il avait une capacité d'anticipation sur l'évolution. On ne parlait, à ce moment-là, que de progrès techniques en agriculture, de diminution du nombre d'agriculteurs, d'emploi industriel. Très vite, il a compris, il avait anticipé les problèmes d'aménagement de l'espace, de superposition d'usages, de grande misère culturelle des campagnes. Il avait une largeur de vue, avec des outils.

Je voulais cette largeur de vue mais je voulais aussi des outils. J'en cherchais. Je n'ai su les trouver ni très vite ni très bien. Personne ne m'a guidé.

VOUS AVEZ TERMINÉ VOS ÉTUDES À L'AGRO DE PARIS, EN 1957 - 1958, PAR UNE TROISIÈME ANNÉE EN ÉCONOMIE, DANS LA SECTION DE BERGMAN. QUELLES ÉTAIENT LES PERSONNES DE VOTRE PROMOTION EN ÉCONOMIE ? COMMENT AVEZ-VOUS ÉTÉ RECRUTÉ À L'INRA ?

On n'était pas très nombreux en économie, quatre ou cinq. Il y avait Michel Petit, dont j'étais très proche ; Guy Chainé, qui a fait carrière à IBM ; Annick Le Corfec (Bouffières à l'époque). J'étais de la promotion de

⁴ Séverac G., 1968. Aménagement de l'espace rural et agriculture. In : *Premier colloque sur l'aménagement du territoire et les techniques avancées*. Paris, La Documentation française, mars, pp. 1-104.

Jean-Pierre Deffontaines mais il n'a pas fait la section d'économie.

Tout naturellement, je suis rentré à l'Inra par l'amphi *situ*.

En 1957, j'étais ACS (agent contractuel scientifique), affecté au département Économie qui venait d'être créé. Avec Michel Petit, nous avons rejoint les « anciens » : Michel Gervais, Claude Servolin, Philippe Mainié, Philippe Nicolas. Je dois avouer, qu'avec le peu de moyens matériels dont je disposais, être payé en troisième année comptait beaucoup.

Cela se passait dans les greniers de la rue Claude Bernard, on était peu nombreux. J'ai le souvenir que sur la porte du directeur, D. Bergman (qui avait une quinzaine d'années de plus que moi), était écrite cette toute petite phrase : « Il n'y a de science que du mesurable ». À ce moment-là, cela me séduisait, mais assez vite, j'ai contesté.

ÉTAIT-CE UN DÉSIR DE PRESTANCE OU UN DÉSIR D'AGIR SUR LES CHOSSES QUI VOUS POUSSAIT LORSQUE VOUS ÊTES ENTRÉ À L'INRA ? OU ÉTAIT-CE D'ABORD UN DÉSIR DE MIEUX CONNAÎTRE ET COMPRENDRE LES MÉCANISMES QUE VOUS VOYIEZ À L'ŒUVRE ?

Il y avait deux choses. Il y a la passion de comprendre, de relier des causes et des effets, de voir ce qu'est la multicausalité. Les phénomènes ne sont pas simples. Par des lectures et des contacts, j'ai découvert très progressivement et tout seul, la dialectique – on n'apprenait que la logique linéaire à l'époque. Il y a donc cette passion de comprendre, au service d'une intuition fondamentale, que je n'osais pas exprimer à l'époque. Aujourd'hui encore, j'ai presque du mal à l'avouer. Maintenant que je suis à la retraite, c'est plus facile. Je reviens à mon grand-père Henri Brun : c'est cette sorte d'intuition, d'idéologie.

Je me sentais, au fond, très fondamentaliste agraire, sans pouvoir le dire. Il fallait que je comprenne, que je me situe sur le plan de la connaissance et non pas sur le plan de l'intuition, de la conviction ou de l'idéologie. Dans mon dernier article⁵, avant de prendre ma

⁵ NDRL : Probablement s'agit-il de Citoyenneté, individualisme, coopération et lien social », *Les Etudes sociales*, 1995, n° 123, 3-18.

retraite, j'ai exprimé pour la première fois ce que je pensais.

Quand je dis fondamentalisme agraire, c'est aussi beaucoup trop réducteur. J'ai eu cette intuition que le progrès, la modernité et la consommation étaient associés à une distribution dans l'espace, des populations, qui les faisaient se concentrer dans des villes, et qui faisaient se désertifier la campagne, avant qu'on ne parle de désertification. Mon premier sujet de recherche a été l'exode rural. Cela posait des problèmes aux deux extrémités.

Aujourd'hui, avec trente ans de recul, avec le problème des banlieues et à l'autre bout, la désertification, mon intuition s'est révélée juste. Au moment du progrès technique triomphant, on ne pouvait pas l'affirmer. On pouvait parler d'exode rural sans avoir de larmes dans la voix ! C'était le triomphe de la modernité. Je sentais, à ce moment-là, que les conséquences n'en étaient pas suffisamment mesurées. Je me suis attaché à essayer de les mesurer avec un peu d'avance.

Pour comprendre ma trajectoire, il faut savoir que je suis un anticipateur, un percepteur des conflits et des tensions à venir, plutôt qu'un patient élaborateur d'expérience. Je suis plus un lanceur d'idées qu'un finisseur de bonne recherche.

COMMENT AVEZ-VOUS DÉTERMINÉ UN SUJET DE RECHERCHE QUI POUVAIT AVOIR UN INTÉRÊT ? VOUS A-T-IL ÉTÉ IMPOSÉ OU L'AVEZ-VOUS CHOISI ?

J'étais surtout très ignorant. Je suis allé à l'université pour préparer un diplôme d'économie, où j'ai assisté à quelques grands cours, je n'avais encore jamais connu cela. Cela n'a pas été suffisant. Je n'ai pas été assez loin, j'ai seulement passé l'examen d'équivalence de licence. On ne nous poussait pas beaucoup à faire une thèse à l'époque, on ne nous donnait pas les moyens.

J'ai un peu erré. Bergman était partisan de ce qu'il appelait le sevrage précoce. J'ai été sevré très précocement, sans guide. Il m'a quand même tendu quelques perches. Il m'avait aidé à propos de la *Public Law 480* – la loi américaine qui gouvernait l'aide alimentaire des États-Unis sur le reste du monde.



© INRAE / Brun



André Brun en Turquie, en 1963-1964, avec d'autres boursiers de l'OCDE.

Connaissant ma fibre sociale, il m'a orienté assez volontiers vers les problèmes d'alimentation mondialistes. Je me rappelle avoir été avec lui au ministère des Affaires étrangères pour rencontrer quelqu'un. J'étais beaucoup trop faible intellectuellement pour aborder ce genre de problèmes. J'avais une formation juridique quasiment nulle. Je me retrouvais dans un milieu où l'anglais était indispensable et je ne le maîtrisais pas trop bien. Je ne me suis pas senti à la hauteur.

Ensuite, il m'a mis sur une piste démographique. Puisque je m'intéressais à l'exode rural, il m'a envoyé à l'Institut national d'études démographiques. Pendant une année entière, en 1962 – 1963, j'étais auditeur libre à l'IDUP (Institut de démographie de l'université de Paris). Je ne suivais pas tout, mais essentiellement la partie dure, celle des travaux pratiques de Roland Pressat – un des auteurs qui publiaient des articles intéressants sur l'exode rural, que j'ai repris par la suite. Il m'a formé en démographie. Là, j'ai eu des outils, que j'ai trouvés un peu trop comptables, statistiques. Ce sont pourtant les seuls outils que je pense encore maîtriser aujourd'hui.

LES CONCEPTS EN DÉMOGRAPHIE ÉTAIENT-ILS PLUS FERMES QUE CEUX QUI EXISTAIENT EN ÉCONOMIE ?

Absolument. Au cours de cette année, j'ai dû faire quinze ou vingt devoirs dont chacun demandait une vingtaine d'heures de préparation. J'y ai consacré beaucoup d'énergie, sans avoir pour autant de diplôme, mais cela n'avait aucune importance. J'étais à l'Inra, c'était mieux que tout. Pas de thèse,

mais l'Inra, c'est mieux qu'une thèse. C'était la théorie de l'époque.

En même temps que Bergman m'a donné cette possibilité de formation en démographie, il m'a dit : « Vous irez à l'application à l'agriculture, vous devriez observer ce que font les Hollandais ». Un certain professeur Marris avait bâti toute une série d'indicateurs sur le renouvellement des générations en agriculture, ce qui était très intéressant. C'est cette piste-là que j'ai saisie et qui a gouverné douze ans de ma recherche, pour bâtir l'analyse successorale.

Aujourd'hui, cela paraît une évidence, ce l'était moins à l'époque. Surtout pour lier les perspectives démographiques dont j'avais les outils, avec le foncier, avec les structures agricoles. Le lien entre l'homme et la terre est si fort que si on a les outils pour étudier l'homme, on peut en tirer des conclusions sur la terre.

La mobilité professionnelle étant faible en agriculture – plus faible que partout ailleurs – par conséquent, on avait là un levier, par la démographie, d'aboutir au problème de structure et de production.

UTILISIEZ-VOUS LES DONNÉES DU SCEES (SERVICE CENTRAL DES ENQUÊTES ET ÉTUDES STATISTIQUES), QUI COMMENÇAIENT À PARAÎTRE ? EST-CE QUE CELA A JOUÉ UN RÔLE IMPORTANT DANS VOTRE TRAJECTOIRE ?

Tout à fait. J'ai commencé par faire du travail sur le terrain, dans la Creuse, en 1961. Bergman avait emmené tout le monde au vert, y compris R. Dumont, G. Séverac. C'est un souvenir fort, même si cela paraissait un peu difficile à supporter par tous.



© INRAE / Brun

Scènes de la ville de Konya, en décembre 1963, connue pour ses tapis et où se trouve le mausolée du mystique persan soufi fondateur des derviches tourneurs. Photos prises en Turquie lors du séjour d'André Brun comme boursier de l'OCDE en 1963-1964.

En 1963-1964, André Brun est boursier de l'OCDE, cadre dans lequel il passe neuf mois en Turquie. Il étudie les structures démographiques d'un pays en voie de développement ; ces travaux s'inscrivent dans un programme de l'OCDE visant à planifier l'éducation en passant par l'évaluation des besoins en main-d'œuvre.



J'ai mis en pratique le diagnostic de renouvellement des générations dans l'agriculture, auprès des agriculteurs que j'interrogeais avec Claude Laurent. Plus âgé que moi, il avait une mission auprès du SCEES. J'ai recommencé ensuite sur le terrain, dans le Sud-Ouest à Caraman – c'est ce qui a fondé la suite – pour tester en grandeur un peu plus importante, cette analyse successorale sur le terrain.

De là, grâce à Claude Laurent, avec les outils du SCEES, on est passés à une application sur l'enquête de base de sondage au dixième en France (BS 63). On a appliqué ce renouvellement des générations sur l'emplacement des chefs d'exploitation, les conséquences foncières. Cela a été publié par le SCEES et a fait un peu de bruit à l'époque en faisant la Une de certains journaux.

Claude Laurent était à la charnière entre l'INRA et le SCEES. Bergman voulait soutenir le développement de statistiques agricoles qui étaient dans un état lamentable avant la création du SCEES. Laurent avait reçu de l'Inra, une mission auprès du service de statistique, qui était à son lancement. Travaillant à l'unisson avec lui, mon travail était plus axé sur les problèmes de renouvellement des générations et de démographie. Le SCEES a mis en œuvre tout un appareillage statistique dont nous avions besoin.

Ces premiers travaux m'ont permis de me présenter au concours d'Assistant que j'ai réussi en 1961.

Ensuite, j'ai fait une parenthèse : grâce à Bergman, j'ai pu saisir l'occasion d'une bourse de l'OCDE pour aller en



© INRAE / Brm

direction des pays en voie de développement. En 1963 et 1964, je suis allé en Turquie pendant 9 mois. C'est un pays d'un niveau de développement économique largement inférieur à celui d'Europe occidentale. Pendant un an, j'ai eu une bourse de l'OCDE dans le cadre d'un programme méditerranéen. On avait des petites équipes dans tous les pays méditerranéens. On a appris là aussi, une méthode de planification de l'éducation, qu'on était sensés appliquer dans chacun de ces pays.

Intellectuellement, c'était une année assez pauvre mais cela m'a sorti. Je n'avais pas réalisé que cette bourse était destinée, finalement, à recruter des permanents de l'OCDE. Mais je n'étais pas attiré par ce milieu. En revanche, comme tout le travail s'est fait en anglais pendant un an, j'ai pu développer la maîtrise de l'anglais comme nouvel atout.

CONSIDÉREZ-VOUS CETTE MISSION COMME UN MOMENT DE RESPIRATION, QUI VOUS A PERMIS DE VOUS ÉVADER UN PEU DES COURANTS DE PENSÉES DOMINATEURS ?

En 1964, c'était le moment d'un marxisme triomphant, un peu dominateur, dans lequel je n'étais pas très à l'aise. Je l'ai mal vécu car je me sentais dominé. Je manquais de culture économique, je n'avais jamais lu Marx, je ne le connaissais même pas comme économiste. Je ne connaissais pas plus Ricardo qu'Adam Smith. J'étais encore tout à fait inculte en économie, malgré mon diplôme d'équivalence. Je connaissais les structures agricoles en démographie, outils qui restaient purement

opérationnels. Les outils opérationnels permettent d'analyser mais pas de comprendre. Or j'avais besoin d'outils intellectuels pour comprendre, je ne voulais pas être prisonnier d'un outil.

APRÈS CET INTERMÈDE EN TURQUIE, VOUS ÊTES-VOUS REVENU À PARIS, RUE DE LASTEYRIE.

Au retour de Turquie, je me suis embarqué avec Jean-Marc Boussard à la suite d'un travail qu'il avait déjà réalisé avec Michel Petit, sur des outils de programmation linéaires. C'était le début de la programmation linéaire, avec les premiers modèles économétriques appliqués à l'agriculture. Cela m'a passionné. J'avais un bon outil, qui me donnait l'impression d'être plus puissant et plus intéressant que les purs et simples outils démographiques.

C'était une généralisation du budget partiel à un grand nombre d'activités, avec des automatismes pour optimiser la combinaison d'activités. Sans que ce ne soit révolutionnaire, c'était la mise en application de ce qui m'avait séduit à l'Agro, du marginaliste Bergman.

Je l'ai fait, je l'ai appliqué, j'étais sur le terrain dans la région de Forcalquier où la société du canal de Provence était chargée de l'aménagement du bassin de Forcalquier. On a essayé d'appliquer cela à une région. On faisait une typologie des entreprises agricoles, des exploitations. On calait le modèle sur chaque type de la typologie. Ensuite, on n'avait plus qu'à multiplier les résultats par le nombre d'individus dans chaque type, pour avoir une image de la région. Cette procédure

d'agrégation m'a parue tout à fait mauvaise et insatisfaisante.

Cela m'a laissé insatisfait. Les modèles étaient passionnants, on avait des facilités pour se former mais peu encore en informatique – pour inverser une matrice de 100 sur 100, il fallait aller à l'ordinateur de la Marine, boulevard Brune ; cela peut prêter à rire aujourd'hui.

J'aurais pu suivre cette voie mais là aussi, je me sentais prisonnier d'un modèle purement microéconomique, trop petit pour comprendre une exploitation, quelques-unes peut-être. On a essayé de les associer pour en faire un modèle régional. Là aussi, j'ai eu toujours ce désir d'élargir.

QU'EST-CE QUI VOUS A POUSSÉ À REMETTRE EN CAUSE CE PROCESSUS D'AGRÉGATION ? COMMENT VOUS ÊTES-VOUS APERÇU QU'ON NE PASSAIT PAS FACILEMENT DU RAISONNEMENT MICROÉCONOMIQUE À UN RAISONNEMENT MACROÉCONOMIQUE ET DE LA NÉCESSITÉ DE TROUVER AUTRE CHOSE ?

À travers cette question, c'est toute l'histoire de la pensée qui est en cause. L'agrégation est le grand problème de toutes les sciences, même les plus humaines. C'est vrai aussi de la cellule et de l'organe. Pour moi, le problème de la compréhension passe par là. Comment l'ai-je découvert concrètement sur le terrain ? C'est que dans ces modèles régionaux d'agrégation de petites unités élémentaires, j'étais incapable de rendre compte des forces qui régissaient le marché foncier – par ailleurs, je continuais mes modèles démographiques et fonciers. Je me rendais bien compte que c'était au niveau du foncier, de la spéculation que se jouait l'avenir de cette région Provence, autant que dans la décision individuelle d'un agriculteur, même si on y introduisait le risque, comme Boussard savait fort bien le faire. Par exemple, pour la spéculation foncière, tous les éléments de la culture humaine d'un tissu social n'étaient pas reproduits. Cette fois-ci, je commençais à comprendre ce que les marxistes pouvaient m'apporter : une vision plus nouvelle des choses.



ÉTIEZ-VOUS PARTAGÉ ENTRE DEUX TENDANCES ANTINOMIQUES ENTRE LESQUELLES VOUS N'AVEZ PAS SU CHOISIR ? ENTRE UN SOUCI D'OPÉRATIONNALITÉ, D'AGIR, DE CALCULER, DE FAIRE DES MESURES ET EN MÊME TEMPS, D'AVOIR UNE CONNAISSANCE THÉORIQUE TRÈS LARGE, TRÈS VASTE.

Je le suis toujours. Je crois qu'on ne peut tirer aucune conclusion valide pour l'action si on n'a pas une vision large des choses. On a besoin de cette culture large. En même temps, pour comprendre, il faut aussi des outils. Il y a ces deux discours. J'essaie de les tenir ensemble. Maintenant que j'ai la responsabilité de maire, j'ai une vision qu'une carrière de recherche me permet d'avoir et que n'ont pas les agriculteurs et les conseillers municipaux actuels. Je suis en position de pédagogue pour leur faire comprendre quelque chose de plus vaste que ce qu'ils voient. En même temps, il faut qu'on vote le budget la semaine prochaine. C'est maoïste : il faut marcher sur les deux jambes !

Les marxistes, quant à eux, comprenaient tout. Avec leur outil large de pensée, ils me dominaient. Il n'est pas si simple de maîtriser le capital. En 1968, quand je suis arrivé à Dijon, au laboratoire de la chaire de sciences économiques de l'ENSAA⁶, on avait trois jeunes apprentis marxistes, dont Jean Cavailhès. J'étais sensé les diriger, mais ils passaient la plupart de leur temps ensemble, dans la discussion, dans le débat à haïr le capital. Je m'échinai sur des petits modèles

⁶ École Nationale Supérieure des Sciences Agronomiques Appliquées.



Le bassin de la Laye (Basses-Alpes) en 1967, zone d'étude des exploitations agricoles par Jean-Marc Boussard et André Brun.

démographiques. Je me sentais à la fois dominé parce que je ne maîtrisais pas de la même façon et surtout, j'avais des aspirations dans cette direction, que je ne pouvais pas satisfaire.

En 1966, M. Gervais, C. Servolin et J. Weil ont fait paraître leur ouvrage *Une France sans paysans*. Gervais a fait quelques pas en ma direction, il voulait me proposer une initiation au marxisme. Je ne sais pas pourquoi j'ai refusé, ils m'ont fait un peu peur.

AVEZ-VOUS PRIS CONSCIENCE QUE LES OUTILS QUE VOUS UTILISIEZ ÉTAIENT VALABLES À UNE ÉCHELLE D'ANALYSE MAIS NE SERVAIENT PAS SI ON PASSAIT À UNE AUTRE ÉCHELLE D'ANALYSE ?

Je maintiens ce point de vue aujourd'hui. En fait, j'ai voulu opter pour une nouvelle échelle d'analyse. J'ai renoncé un peu à l'approche microéconomique – pertinente, le plus riche outil à une certaine époque – pour m'investir à une autre échelle d'analyse et rechercher de nouveaux outils, sans véritable guide. J'ai saisi l'opportunité en 1968, de la création du laboratoire INRA attaché à la chaire de sciences économiques de l'ENSSA de Dijon, pour partir avec toute une équipe de l'Inra et Michel Petit qui était mon ami. On était proche, intellectuellement aussi.

COMMENT S'EST FAITE CETTE MIGRATION VERS LE CENTRE DE DIJON ?

C'était l'époque de la décentralisation industrielle. La décentralisation des chercheurs de l'Inra accompagnait ce mouvement, où l'on sentait le besoin de décongestionner la région parisienne.

Compte tenu de mon intuition sur la concentration et la désertification, très naturellement, j'étais dans ce parcours.

Petit avait l'opportunité, assez jeune, de devenir professeur à Dijon. Il exerçait une certaine attraction intellectuelle, une équipe s'est formée autour de lui. Bergman m'a dit : « Il y a un concours de professeur à Dijon. Brun, c'est pour vous ». Il avait, je pense, pour Michel Petit, des idées plus hautes que de le voir professeur d'économie rurale dans un centre de province, pour former des ingénieurs d'agronomie.

Cela m'a fait peur, je ne me sentais pas prêt, j'acquiesçais tout doucement une culture en économie. M. Petit, qui avait fait de véritables études d'économie aux États-Unis avec un doctorat qui a été primé, se sentait bien armé pour remplir ce poste. On est partis à Dijon, tous, une petite équipe, et on a recruté.

QUI COMPOSAIT CETTE ÉQUIPE ? COMMENT S'EST PASSÉ VOTRE ACCUEIL ?

Il y avait Jacques Brossier, M. Petit, Jean-Baptiste Viallon, Pierre Albert et moi-même. Dès l'arrivée à Dijon, on a recruté J. Cavailhès, Michel Blanc, Denis Barthélemy sans compter un assistant comme Pierre de La Vaissière et Jean-François Soufflet qui est arrivé très vite. Il y avait la promesse aussi qu'à Dijon, on allait monter quelque chose d'important.

Nous étions dans les locaux de l'ENS-SAA, où l'on formait les ingénieurs d'agronomie. À la suite de la crise des Directions des services agricoles (DSA), qui étaient devenues des Directions départementales de l'agriculture (DDA), avec le corps majeur du Génie rural et un corps un peu croupion, qui était celui des ingénieurs d'agronomie qu'on formait à Dijon. Dijon avait eu un handicap de ce fait, mais il était chargé de relever le défi et de dire que ces ingénieurs d'agronomie pouvaient avoir une formation solide et jouer un rôle important, même s'ils n'avaient pas les tâches nobles des « poseurs de tuyaux » du génie rural.

AVIEZ-VOUS UNE OPTION AU DÉPART, UN PARI À TENIR ?

Avec M. Petit, nous étions partis avec une idée en tête : « Les chercheurs font

de l'enseignement, les enseignants font de la recherche. Cette barrière est institutionnalisée en France mais elle est mauvaise, il faut la casser ». Mais nous avons raté. J'ai fait de l'enseignement et les enseignants ont fait de la recherche. On s'est aperçus que les institutions sont suffisamment fortes, qu'on était pénalisés. Les chercheurs, parce qu'ils faisaient de l'enseignement, avançaient moins en matière de recherche, et avaient du mal à être de bons enseignants.

C'était constitutif de notre départ. J'ai fait de l'enseignement sans trop savoir quoi enseigner. C'était aussi le moment de la domination marxiste. Je ne me sentais pas à la hauteur, par ma culture économique insuffisante. Je me suis donc un peu renforcé dans le domaine du mesurable, je me suis personnellement impliqué. En théorie monétaire, j'ai fait un cours sur Keynes et un cours sur la monnaie. De 1968 à 1972, j'ai assuré un enseignement de macro-économie aux élèves de l'ENS-SAA en option économie. Pour quelqu'un qui n'avait pas de formation économique, c'était peut-être un peu risible face aux universitaires, mais cela a eu l'avantage de me faire entrer dans la grande pensée économique, que je n'avais pas abordée.

Bien sûr, Keynes ou les monétaristes font partie de la grande pensée économique. La monnaie est au cœur de toutes les interrogations des hommes sur le fonctionnement des sociétés depuis leur origine. Ce sont des problèmes fondamentaux de toutes sociétés. Ce sont des phénomènes compliqués, mesurables. Je trouvais là quelque chose qui me résistait et que je voulais dominer.

POUR DE TELLES APPROCHES, ÉTAIT-IL GÉNANT DE TRAVAILLER DANS UNE ÉCOLE D'INGÉNIEURS EN AGRONOMIE ?

J'étais surtout gêné d'y aller un peu « tout nu ». De plus, il n'était pas fondamental pour des ingénieurs d'agronomie de connaître les modèles keynésiens. En revanche, la monnaie passionne tout le monde, tout le monde a des interrogations sur la monnaie. On était en pleine période d'inflation à deux chiffres. On se posait beaucoup de questions. Je me formais en lisant des

articles de Gilbert Mathieu dans *Le Monde* et des livres. Je me suis formé tout seul. Je suis un *self-made man* en économie. C'est pour cela que je ne suis pas très assuré. Cela s'est passé ainsi.

Pendant ce temps, je continuais à travailler sur l'évolution des modes de faire-valoir. Dans ce modèle démographique dont je parlais, j'ai trouvé un objet de recherche intéressant : dans l'évolution des modes de faire-valoir, on touche la propriété. C'est essentiel dans toutes les sociétés rurales.

J'ai trouvé une grande cohérence en établissant des séries chronologiques sur les modes de faire-valoir, que personne n'avait vu avant. J'ai eu l'impression de faire une découverte. Ce n'était pas de la haute économie mais c'était un objet concret, géographique. Je n'ai pas encore parlé de l'espace. Il est évident que, quand je parle depuis le début, d'exode rural, de concentration urbaine, l'espace est au cœur de ma réflexion.

VOTRE LOCALISATION À DIJON FAISAIT-ELLE QUE VOS TRAVAUX ÉTAIENT PLUS CENTRÉS SUR UNE RÉGION ?

Pas du tout. J'étais dans ma phase statistique encore, le mode de faire-valoir, les statistiques de la France entière. À ce moment, peut-être plus depuis que j'étais à Dijon, je ressentais très fortement ce besoin d'une économie spatiale. J'ai proposé à Petit de créer une école de géographie rurale – on ne parlait pas encore d'économie spatiale à l'époque. Il y avait une intuition. Je suis lanceur d'idées plus que finisseur.

Maintenant, Dijon est le centre de l'économie spatiale pour l'ensemble de l'Inra et rassemble des forces importantes. J'aurais aimé aller dans cette direction, être soutenu, avoir un *quantum* intellectuel suffisant pour avoir ma propre approche et ne pas être simplement un petit garçon face à des marxistes globalisants brillants. Maintenant que je suis à la retraite, je peux parler avec beaucoup de liberté.

Il y avait des crises internes, c'était dur. Autant la séduction intellectuelle opérée par les marxistes était grande, autant leurs pratiques quotidiennes m'étaient insupportables. On peut dire que c'est l'époque où l'on quittait le bureau le soir

en ouvrant les fenêtres en plein hiver et en mettant les radiateurs à fond pour affaiblir la République. Je vivais très mal cela. Comme j'étais un des anciens du laboratoire, je me retrouvais mandaté par ces jeunes et brillants marxistes, pour aller défendre les intérêts du laboratoire auprès de monsieur Jacques Poly. Je n'étais pas du tout à l'aise avec mon statut minoritaire au sein d'une équipe marxisante, très « forte en gueule » et un peu terrorisante.

C'est une des raisons pour lesquelles j'ai quitté Dijon en 1975, au moment où M. Petit le quittait aussi, où j'allais me retrouver en position d'ancien et directeur d'une unité qu'intellectuellement, je ne me sentais pas capable de maîtriser. J'ai saisi l'opportunité d'être, finalement, un peu chef de file à Orléans.

J'ai rencontré quelqu'un qui m'a séduit et emmené à Orléans : Noël Décourt. Il se trouve qu'Orléans était aussi ma région d'origine.

POURRIEZ-VOUS PARLER DE NOËL DÉCOURT ?

Noël Décourt est un forestier et un biologiste. C'est un chercheur réputé. Il a publié des tables de production forestière qu'on cite encore aujourd'hui et qui sont toujours utilisées. Il était affirmé comme scientifique. Il est venu au marxisme par séduction intellectuelle, je pense, plus que par militantisme. Je retrouvais chez lui ce qui me plaisait dans la pensée marxiste, sans en avoir les inconvénients quotidiens. Je le trouvais d'une grande tolérance.

Il allait s'installer à Orléans, dans une structure pluridisciplinaire. Je commençais à avoir quelque goût pour la pluridisciplinarité, toujours cet élargissement dont j'avais besoin. Il y avait Orléans, la pluridisciplinarité, le marxisme, et un laboratoire structurellement pluridisciplinaire. Je rentrais dans le rang d'une nouvelle unité qui se créait.

QUELLE PLACE LA FORÊT A-T-ELLE OCCUPÉ DANS VOS INTERROGATIONS ?

En considérant l'ensemble de ma carrière à l'Inra, je dirais que la forêt, pour moi, est anecdotique. La forêt est un

élément de l'espace. C'est l'espace qui m'intéresse, ce n'est pas la forêt. Nous avons publié quelques textes sur la forêt dans l'espace rural – toujours resituer dans quelque chose de plus large.

Maintenant, je suis président d'un groupement de développement forestier, le Groupement d'études et de développement forestier du Loiret (GEDEF) – j'ai une petite parcelle forestière, on m'y a poussé sans que je ne l'ai véritablement cherché. Je ne vais pas le rester parce que mes fonctions de maire me prennent trop de temps.

DANS QUEL CONTEXTE AVEZ-VOUS FAIT D'AUTRES TRAVAUX PLURIDISCIPLINAIRES ?

Les ruptures ne sont jamais instantanées mais on peut les resituer plus tard. J'ai donc eu une période où mes outils de travail étaient les statistiques. On modélisait, on calculait, on cartographiait les modes de faire-valoir, etc. Il y avait bien eu quelques fastes terrains pour valider les outils au départ, dans le cadre de l'analyse successorale, mais très peu de choses sur le terrain.

Vers le début des années 1970, j'ai eu une période de terrain. Il y a eu le désir, la volonté d'aller sur le terrain. J'en avais assez des technocrates qui décident ! Je n'ai pas d'explication très claire : il faudrait resituer cela par rapport à l'évolution de la pensée économique, au moins dans notre domaine.

On a commencé en 1972-1973, au moment où la DGRST⁷ passait un certain nombre de contrats. On passait des contrats avec la DGRST pour aller sur le terrain. Il y a une floraison de monographies, dont un certain nombre à l'Inra. Il y en a aussi beaucoup dans le milieu des sociologues, des ethnologues, des géographes, des historiens, etc.

VOUS ÊTES-VOUS SENTI À L'AISE DANS CE GENRE D'ÉTUDE ?

Cela m'a séduit. J'en avais besoin, absolument. J'ai eu deux terrains, d'abord les Vosges, le Sud des Vosges, plus précisément la haute vallée de la Moselle et de la Moselotte. Ceci, dans le cadre pluridisciplinaire du département

Systèmes agraires et développement (SAD), avec J.-P. Deffontaines et Joseph Bonnemaire comme pilotes sur le plan phytotechnie et zootechnie, et Michel Petit et moi-même en économie et en sociologie. On a fait du terrain dans les Vosges, où l'on voit beaucoup d'ouvriers paysans. Ces formes m'intéressaient aussi particulièrement, déjà depuis quelques années. Une population dense, 100 habitants au kilomètre carré dans les Vosges, avec, en même temps, une agriculture qui se réduisait à presque rien dans le fond de vallée.

C'est nous qui avons utilisé pour la première fois, le terme de déprise agricole. Au début des années 1970, on nous a demandé pourquoi ce terme barbare, que l'on entend tous les jours à présent. Je n'avais pas vraiment choisi ce terrain, Deffontaines était plus leader que moi.

Ensuite, j'ai eu le Causse Méjean, que j'avais négocié avec la DGRST. Ce terrain m'intéressait et j'ai voulu l'étudier avec des Lozériens. La culture locale me paraissait échapper à tous nos modèles. On avait besoin de réintroduire toute cette culture, ce tissu social – les jeux des acteurs, etc.

Le Causse Méjean, c'est 1 habitant au kilomètre carré. C'est l'extrême désert de la France.

J'avais donc deux terrains où l'agriculture était en cause. La problématique était la conversion d'un territoire de l'agriculture vers la forêt, ou comment éviter l'abandon de territoires agricoles devant le progrès technique. Avec ces deux exemples, 1 habitant, 100 habitants au kilomètre carré, j'avais vraiment les deux extrêmes de la palette ; cela a été assez fructueux pour la réflexion.

Dans le cas des Vosges, j'étais avec l'équipe Petit qui, sur le plan de l'économie, abordait les choses du point de vue purement microéconomique. Toujours la même méthode, typologie des exploitations, modélisation de l'exploitation individuelle. Je sentais le besoin d'une analyse plus vaste. Quand on élargit les choses qu'on veut saisir - les forces sociales - on a moins d'outils à sa disposition qu'en faisant un budget ou un programme linéaire.

C'était plus difficile et j'ai toujours été minoritaire, là où j'étais - un peu

⁷ Délégation générale à la recherche scientifique et technique.

1978, voyage d'études avec l'équipe Inra/ENSSAA travaillant dans les Vosges, ici dans les Alpes autrichiennes. André Brun à gauche et, devant lui, Joseph Bonnemaire et Marc Roux.



© INRAE / Brun

dominé, pas intellectuellement, par les autres qui avaient des outils plus puissants que moi. Dans l'équipe des Vosges, j'ai joué le rôle d'essayer de percevoir des forces plus globales que celles qui étaient analysées par ceux qui avaient de bons outils. Dans la Causse Méjean, j'étais leader d'une équipe.

QUELS ÉTAIENT LES MEMBRES DE VOTRE ÉQUIPE DANS LE CAUSSE MÉJEAN ?

Pierre-Louis Osty, Jean-Paul Chassany, un chercheur de Montpellier, et Françoise-Eugénie Petit. J'ai aussi mis dans le coup un professeur américain. Les deux terrains ont été passionnants. En même temps, ils étaient un peu frustrants dans la mesure où les explications qu'on donnait de leurs évolutions, étaient un peu « localistes », un peu trop enfermées dans le local, même si, cette fois, ils dépassaient le micro-économique et l'agricole – en tout cas, dans la Causse Méjean.

Je ressentais toujours ce besoin d'ouvrir. J'étais insatisfait de ces réponses multiples qu'on faisait chacun dans la région qu'on étudiait. Comment tout cela se

trouvait-il, en quelque sorte, inséré dans une logique d'ensemble ? Je ne fais que reprendre les termes des grandes problématiques historiques, où on n'arrivera à comprendre chaque territoire qu'en les comprenant tous.

Toujours cette problématique très territorialisée. Cela s'est affirmé dans cette phrase-là, d'une grande diversité d'évolution à l'intérieur d'un système social qui a une unité. À la fois comment rendre compte de cette diversité et de cette unité. C'est toute ma problématique depuis ce moment-là.

MARCEL MAZOYER, ENSEIGNANT À L'AGRO, CHEF DE DÉPARTEMENT D'ÉCONOMIE À L'INRA AUSSI, VOUS A-T-IL INFLUENCÉ ?

Mazoyer m'a permis de constituer une équipe sur la Causse Méjean. J'étais assez en phase avec lui mais il ne m'a pas transmis grand-chose au niveau de l'analyse. Je sentais une communauté de recherche. Il avait une passion universelle que je n'ai pas su maîtriser, que je n'ai pas sentie suffisamment. Il appliquait son outil aussi bien aux pays en voie de développement qu'au Causse

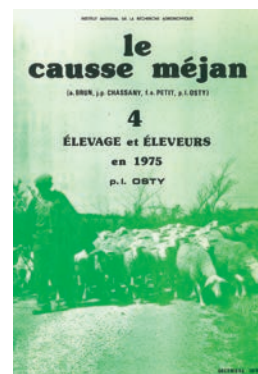
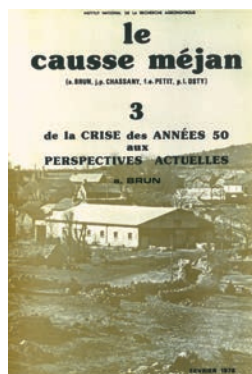
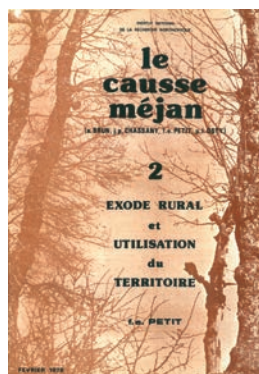
Méjean. Cela m'invitait à rechercher cette logique d'ensemble sans pour autant me trouver prisonnier d'un dogme qui explique tout.

VOUS ÉTIEZ INVESTI À LA FOIS SUR DEUX TERRAINS, LE TERRAIN TRÈS PEUPLÉ DES VOSGES, CELUI TRÈS DÉSERTIFIÉ DE CAUSSE MÉJEAN. VOUS AVEZ ÉTÉ PROJETÉ AU NORD, À ORLÉANS, DANS UNE NOUVELLE STATION POUR L'ENVIRONNEMENT, CRÉÉE PAR NOËL DÉCOURT. COMMENT L'ÉQUIPE A-T-ELLE FONCTIONNÉ ET QU'AVEZ-VOUS RETIRÉ DE CETTE PÉRIODE SUR LES PLANS SCIENTIFIQUE ET PERSONNEL ?

Quand j'ai été affecté en 1975, à ma demande, à la Station de recherches sur la forêt et l'environnement, au Centre de recherches d'Orléans, j'ai été suivi par Denis Poupardin, Raphaël Larrère et Olivier Nougarède. En arrivant à Orléans, je pensais tirer le meilleur parti que je pouvais de ce que j'avais fait jusque-là, dans des textes qui sont peut-être les meilleurs que j'ai écrits sur le plan scientifique. C'est dans *Agriculture et administration de l'espace*⁸, que j'ai analysé le mieux mes ambitions scientifiques et comment je pouvais espérer sortir de cette pullulation d'études pour en faire un tout, une unité. J'ai indiqué des directions de recherche. À ce moment-là, je me sentais prêt à prendre des paris, à indiquer véritablement des axes de recherche en vue de comprendre et d'être utile.

Il y a un souci d'application très net, de mettre cette connaissance au profit de la politique agricole, la conception dans

⁸ Brun A., 1980. *Agriculture et administration de l'espace : quelques pistes de recherche* (document de travail). Orléans, Inra.





l'ensemble de l'aménagement du territoire. J'ai écrit quelques textes sur tout le travail que j'avais fait sur le plateau lorrain, dans la continuité des Vosges, sur la dynamique des villages – textes qui n'ont pas eu de suite. Des chercheurs sont venus avec moi pour se plonger dans l'histoire, ils en étaient à l'étape où j'étais dix ans plus tôt, et ils avaient besoin de s'investir.

De plus, à Orléans, par rapport à Dijon, je me sentais un peu isolé sur le plan de la discipline : au niveau de l'échange entre économistes - Poupardin, Larrère ou Nougarède -, ce n'était pas suffisant. Je l'ai perçu un peu tard, je n'avais pas anticipé suffisamment.

Ma timidité ou le fait que je sois un *self-made man* en matière d'économie, me rendait l'accès à l'université d'Orléans, dans le domaine économique, un peu difficile. J'ai eu des contacts intéressants mais un peu sous l'influence de mes collègues. On a plus été tirés vers l'histoire, on a donné des cours à la faculté d'histoire d'Orléans mais pas à la faculté d'économie.

Je me sens un peu frustré par rapport à tout cela - atteindre la stature que j'aurais pu atteindre, que j'avais les capacités d'atteindre en matière d'économie. Je n'ai jamais eu la satisfaction de produire de concept en économie, alors que j'en avais l'ambition et le désir profond. Ce n'est que le dernier article que j'ai publié juste avant de prendre ma retraite, qui m'a délivré de cette frustration.

N'ayant pas les moyens de faire la recherche que je souhaitais, elle prenait une dimension telle qu'il était exclu que je puisse l'aborder tout seul. D'autant plus

que très vite, j'ai eu la responsabilité du laboratoire qui s'est individualisé. La pluridisciplinarité a éclaté et l'initiative de N. Décourt a fait long feu. Le laboratoire a pris son identité de laboratoire d'économie, où j'étais pratiquement le seul chercheur permanent à Orléans, et où quatre chercheurs venaient une journée par semaine, dans le meilleur des cas. C'était un peu difficile.

J'ai été poussé, non par mes convictions mais plus par l'opportunité, la nécessité de dire que ce qui peut justifier le développement d'un laboratoire à Orléans est de faire de l'économie forestière – j'aurais eu le plaisir de constituer une unité d'économie solide, voire d'excellence, à Orléans. J'ai poussé, un peu de mon côté, des investigations dans le domaine de la forêt, toujours avec ce souci d'ouverture et d'analyse globale. L'économie forestière met en avant des calculs économiques, avec des taux d'actualisation qu'on applique sur la durée de vie des arbres. C'était à 100 lieues de ce que je voulais expliquer.

J'étais en contradiction avec moi-même. J'aurais souhaité développer un laboratoire d'économie forestière mais je n'étais absolument pas séduit par ses outils, qui me semblaient tout à fait inadaptés. On a bien eu quelques stagiaires, des agros, comme François Lévêque et Agnès Péguret, qui ont fait de brillantes carrières scientifiques en économie. Ils ont publié un des meilleurs livres⁹ depuis quelques années, sur l'économie du bois.

⁹ Lévêque F., Péguret A., 1988. *Forêts et industries du bois : structures et performances*. Paris, Economica.

Je n'avais peut-être pas la flamme pour pouvoir construire ce laboratoire qui, par ailleurs, m'aurait fait plaisir. Il aurait justifié ma venue à Orléans, m'aurait fait reconnaître à Orléans et m'aurait permis de sortir un peu de l'isolement dans lequel je me trouvais. Au lieu de cela, Lévêque s'est présenté au concours du département d'économie et de sociologie rurales, mais il n'a pas été pris. Cela ne correspondait pas au désir de la direction à ce moment-là. Je n'étais pas complètement convaincu par la discipline économie forestière. Cela doit avoir une certaine importance aussi.

Depuis 1982, je n'ai pratiquement plus fait de production scientifique – date à laquelle, je suis passé directeur de recherche première classe (DR1) ; j'ai donc tout de même une reconnaissance.

DANS VOTRE MÉMOIRE DE DIRECTEUR DE RECHERCHE PREMIÈRE CLASSE, VOUS AVEZ PROPOSÉ UNE RÉFLEXION THÉORIQUE SUR LA CONFECTION D'UN ATLAS SUR LA GÉOGRAPHIE AGRAIRE ET LES GRANDS MOUVEMENTS. POURRIEZ-VOUS PARLER DE CET ATLAS ?

En tant que directeur de recherche, j'ai d'abord été administrateur du centre d'Orléans. Cela m'a pris du temps, c'était lourd à gérer. C'est le moment où on a construit la cartographie des sols à Orléans, de 1980 à 1985. N'ayant pas pu faire une synthèse intellectuelle de tous ces apports de monographies variées, l'atlas était une voie, sinon de synthèse, en tout cas de rassemblement de systématisation de l'observation territoriale, au sein de la France.

Il y a longtemps que j'avais lancé l'idée de cet atlas. Plusieurs étaient déjà en

À gauche : André Brun au micro et à sa gauche Jacques Poly, Pdg de l'Inra, accueillent en 1982 Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Recherche et de la Technologie, au centre Inra d'Orléans pour l'inauguration du Service d'Etudes des Sols et de la Carte Pédologique de France. À droite : le ministre à la parole.

« L'initiative de l'atlas revient au secteur des sciences sociales de l'Inra. Bien placé pour percevoir le nouveau caractère stratégique de l'espace rural, il a dès 1984 engagé des moyens qui lui sont propres (crédit, personnel), convaincu le SCEES de participer et suscité la création d'un comité scientifique largement ouvert à l'université [...] Œuvre collective signée de l'Inra et du SCEES* il a été réalisé sous la direction d'André Brun (Inra), de Jean-Marie Stéphan (SCEES) et de Jean-Claude Bontron (Segesa**) et sous le contrôle d'un comité scientifique présidé par Robert Jarrige (Inra) et coprésidé par le professeur Pierre Brunet, président de la Commission de géographie rurale du Comité national français de géographie. L'atlas [quadrichromie, format 24 × 30] comprend 216 doubles pages ou planches incluant en étroite symbiose cartes, graphiques, textes et parfois photos. Ces planches, qui rassemblent, thème par thème, des milliers de données jusqu'alors dispersées, sont signées par quelque 140 auteurs, dont 54 de l'Inra. Elles décrivent et expliquent la distribution dans l'espace des phénomènes et leur évolution depuis la Deuxième Guerre mondiale. »

* SCEES : Service central des enquêtes et études statistiques du ministère de l'Agriculture.
** Segesa : Société d'études géographiques, économiques et sociologiques appliquées.



À gauche : photo parue dans *La République du Centre* du 29 septembre 1989, dans un Reportage d'Isabelle Gabrion intitulé « Le Grand Atlas de la France rurale réalisé en partie à Orléans : un tour d'horizon de la France des champs et des bois ». De gauche à droite, Jean-Claude Bégon, Michel Berland (ingénieur d'études) et André Brun.

À droite : couverture du Grand Atlas de la France rurale, ouvrage publié sous la direction d'A. Brun, J.-M. Stéphan, J.-C. Bontron, en 1989 par un pool d'édition (Inra/SCEES/Jean-Pierre De Monza). Voulu et fortement soutenue par le Pdg de l'Inra, Jacques Poly, qui en signe la préface, cette publication est mise en avant par la direction de la communication de l'Inra, dans sa revue INRA mensuel (n° 41-42, janvier-février 1989, pp. 54 – 56).

cours de réalisation. J'en ai parlé à Deffontaines, pour la première fois à la fin des années 1970. Je me suis accroché à cet atlas, réalisé parfois avec des bouts de ficelles. J'étais fier d'avoir obtenu un crédit de 500 000 francs pour démarrer. On a pu mettre en place une petite équipe mais avec des contrats provisoires de trois mois, dans une soupente de l'Inra, rue de l'Université.

J'ai travaillé un peu en contrebande pour faire cet atlas. On a dépensé, finalement, beaucoup plus d'argent qu'on en aurait dépensé si on avait pu faire cela au grand jour, et soutenus.

LA CONFECTION DE CET ATLAS ÉTAIT-ELLE INTÉRESSANTE ?

J'étais absolument convaincu de faire œuvre utile. Chemin faisant, j'avais quitté un peu l'agriculture pour le rural – peut-être avant les autres. Je voulais

faire un atlas qui ne soit pas un atlas agricole, ce qui n'était pas très évident au sein de l'Inra.

Il est largement agricole mais aussi, très largement rural. Il est évident qu'il fallait que je m'appuie sur des gens de l'extérieur, notamment Jean-Claude Bontron, directeur de la SEGESA (Société d'études géographiques, économiques et sociologiques appliquées), qui avaient rassemblé le maximum de données sur le monde rural, alors qu'à l'Inra, on n'avait rien du tout.

J'avais conscience de faire œuvre utile et je voulais aller jusqu'au bout. J'ai tenu bon dans des péripéties un peu complexes, aussi bien sur le plan technique, financier que personnel. Cela a été dur. J'y ai consacré trois ans. Je venais à Paris toutes les semaines, passer deux jours pour animer cette équipe. C'était vraiment difficile mais j'ai eu quelques satisfactions quand même. Les textes

des auteurs - il y en avait 150 dans cet atlas¹⁰ - m'ont fait découvrir des sujets que j'ignorais totalement.

AVIEZ-VOUS DÉJÀ EU L'OCCASION D'EXERCER UN TRAVAIL D'ANIMATION DANS LA CONFECTION D'ŒUVRES COLLECTIVES ?

Oui, comme le *Larousse agricole*, en 1981. Ce n'était peut-être pas très important au point de vue de l'intérêt scientifique, mais c'était un moyen de diriger, de relier un certain nombre de contributions des uns et des autres. C'était l'occasion aussi de sortir de mon isolement. Toutes ces directions qui permettaient de rassembler des personnes pour leur dire : « On a tous à apporter quelque chose à une œuvre collective grand public », étaient

¹⁰ Brun A., Bontron J.C., Stéphan J.M. (dir.), 1989. *Le grand atlas de la France rurale*. Paris, de Monza, 494 p.

Août 1983, voyage d'études de la « BAF », groupe informel franco-italo-suisse, dans les Alpes du Trentin (Italie) et en Suisse.



© INRAE / Brun

une manière d'échanger avec les autres. Sur mes thèmes de recherche, j'avais pendant longtemps cherché à former une équipe. Cette équipe, on l'a eue à Dijon sous la direction de Michel Petit, puis il est parti. Je n'ai pas retrouvé ce climat intellectuel d'échange à Orléans.

Dans ces ouvertures pour faire quelque chose d'utile, j'ai toujours cette idée d'être utile (tous mes mémoires de recherche commençaient par « Il faut être utile »). Je me heurtais à R. Larrère, à D. Poupardin à l'époque, qui n'avaient rien à faire de l'utilité. Le principe de plaisir étant le seul principe qui devait guider la recherche. Ce qui n'est pas faux. Je reconnaissais la validité de leur point de vue. C'est pour cela qu'on a vécu en très bonne intelligence.

Cette ouverture vers l'utilité d'un Larousse, d'un atlas, j'étais certain de faire œuvre utile. Avec cette certitude, j'ai supporté beaucoup de choses. Le *Larousse agricole* est paru, il est beau, techniquement bien fait, scientifiquement solide. C'étaient les missions que J. Cranney m'avait confiées. Je crois les avoir bien remplies. J'en suis fier, même si je considère que je n'ai pas fait véritablement œuvre scientifique dans cet atlas. Il y a une conception d'ensemble. Je suis devenu un champion du *rewriting*. Il a fallu reprendre beaucoup de textes. C'est à la fois intéressant et un peu lourd. Ce n'est pas grand-chose à faire dans une carrière de quelqu'un qui veut produire des connaissances.

DURANT LES DERNIÈRES ANNÉES, TOUT EN RESTANT À ORLÉANS, VOUS ÊTES RATTACHÉ À LA STATION DE DIJON. CE RETOUR AUX SOURCES VOUS A-T-IL

OUVERT DE NOUVELLES PERSPECTIVES ET COMBLÉ ENFIN VOS SATISFACTIONS VIS-À-VIS DE L'ÉCONOMIE ?

J'ai eu des satisfactions en venant à Dijon, mais pas au niveau de ma quête de savoir. J'ai été satisfait de voir que le petit germe que j'avais lancé plus tôt, a réussi par des cheminements qui m'ont totalement échappé, à faire se regrouper à Dijon, une équipe d'économie spatiale. Aujourd'hui, elle correspond à un besoin certain et est scientifiquement solide, avec des jeunes éléments brillants. Je me trouvais un peu comme le grand-père de cette équipe, certainement pas le père parce qu'il s'était passé beaucoup de choses entre-temps. Je reconnais que je n'avais pas d'influence directe sur la constitution de cette équipe. Malgré tout, j'avais quand même conscience d'avoir lâché quelques germes antérieurement. C'est une satisfaction.

De plus, ce cheminement a été jalonné par des contrats européens. La maîtrise de l'anglais m'a été d'une grande force. Dans le département, peu de personnes parlent anglais. J'ai été conduit, peut-être au-delà de ce que je n'aurais souhaité, à négocier des contrats à Bruxelles, à en gérer quelques-uns. Les premiers doivent dater du début des années 1970.

J'ai donc été réintégré à Dijon dans cette équipe brillante, solide, ayant une orientation d'économie spatiale qui, globalement, me plaisait. Une équipe qui, compte tenu de son niveau et de ses ambitions, devait acquérir une dimension internationale. Ma mission à Dijon a été de tenter de donner une dimension internationale à cette équipe.

J'ai quitté maintenant l'équipe. J'ai encore deux missions que l'Inra m'a confiées, deux contrats européens que je continue à suivre, l'un en totalité et l'autre d'un peu plus loin. J'ai rassemblé des documents pour identifier tous les engagements européens des différents chercheurs à Dijon et comment tout se reliait, pour essayer de se mettre en position et faire une proposition d'un véritable projet gouverné par l'équipe de Dijon, au niveau européen et avec une grande ambition.

On a déposé ce projet l'an dernier, avec l'ensemble de l'équipe de Dijon et aussi quelques éléments de Toulouse, autour de Michel Blanc. Il n'a pas été retenu. Notre présentation n'était sans doute pas la meilleure. Cela va être repris et je ne me fais aucune illusion. Je crois avoir à peu près rempli ma mission sur l'équipe de Dijon, de l'ouvrir à une dimension européenne. Il y a des résistances – dans cette équipe d'économie spatiale, on ne parle pas assez anglais, on a une vision trop géographique des choses. En France, on dispose d'un matériel statistique d'un raffinement extrême, que nul autre pays ne possède. Nous avons des statistiques sur les 36 000 points d'une tapisserie, dans lesquelles on peut découper toutes les régions au millimètre près, ce que personne d'autre ne peut faire.

Quand on se spécialise dans ce découpage, qu'on définit des espaces extrêmement précis et qu'on fait des comparaisons de modèles – on peut en bâtir dessus –, on se trouve en complet déphasage avec ce qui se fait en Europe. La résistance que j'ai rencontrée à Dijon pour devenir européenne, c'est

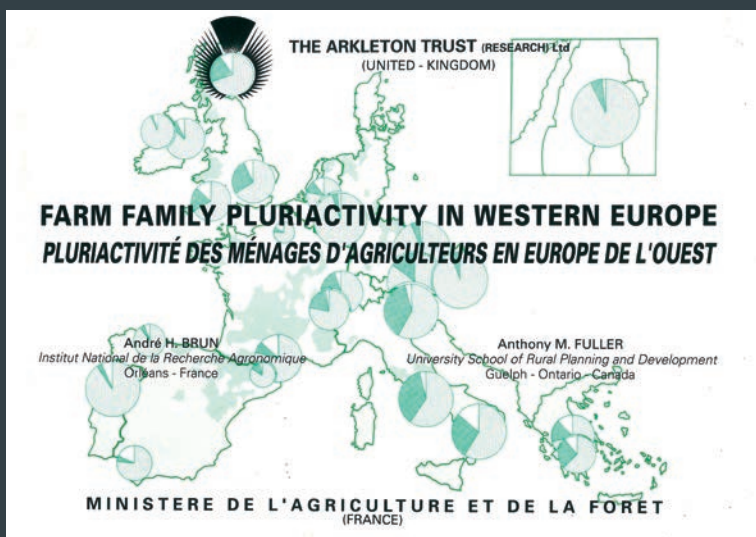
À gauche : André Brun de face avec le chapeau, à droite en arrière-plan, son épouse Marcelline.

À droite : Michel Petit et, au premier plan, à droite, Marcelline Brun, épouse d'André Brun.



© INRAE / Brun

En juillet 1987, les chercheurs de 12 pays européens impliqués dans le projet Arkleton Trust/CEE 1987-1991 sur « La pluriactivité des familles d'agriculteurs en Europe de l'Ouest » se réunissent à Montpellier. Au centre de la photo, John Bryden (avec une cravate rouge). Au premier rang à gauche, Egizio Valceschini et Louis-Georges Soler, membres de l'équipe d'étude française.



Avec John Bryden et Antony M. Fuller en particulier, André Brun a piloté, entre 1987 et 1991, le projet Arkleton Trust/CEE 1987-1991 sur « La pluriactivité des familles d'agriculteurs en Europe de l'Ouest ». L'Inra était signataire du projet pour la France. Ce projet a consisté à étudier la pluriactivité agricole dans 24 régions choisies au sein de 12 pays européens dont 9 de la Communauté Européenne. Il visait à analyser les évolutions et les modalités d'ajustement, entre 1987 et 1991 (1981 - 1987 par rétrospective), des ménages et des exploitations agricoles aux changements du contexte social, économique et politique de l'Europe de l'Ouest, en particulier la réforme de la PAC. Ont été enquêtés 300 ménages par zone d'étude. Il s'agissait En France, de la Picardie, de la Savoie et du Languedoc. En 1990, dans une note* intitulée « Europe et développement rural », André Brun explique pourquoi il est important pour l'Inra de participer à cet ambitieux projet européen.

« L'échéance du marché unique européen et les problèmes de la réforme de la politique agricole commune de la CEE sont pour une part à l'origine du grand nombre de rencontres, séminaires, colloques, communications ayant pour objet explicite ou implicite l'évolution rurale. Pour autant que je puisse en juger, La France, et particulièrement l'INRA, est relativement peu présente dans ces lieux internationaux, où, à défaut d'une problématique claire de recherche dans ce domaine, s'échange des idées, des informations, des argumentaires souvent très construits sur l'évolution de monde rural, sur les problèmes de gestion du territoire et sur l'articulation de cette évolution et de ces problèmes avec la politique et les marchés agricoles. (...) Dans la perspective européenne de 1993, que nous ne pouvons ignorer, mais aussi pour des raisons purement scientifiques, il convient de s'ouvrir aux débats et discussions internationaux qui existent et surtout aux comparaisons internationales. »

*André Brun, « Europe et développement rural », INRA - Laboratoire ESR d'Orléans, Note ronéotypée, 4 p.

dire : « On va perdre notre savoir-faire. » Notre qualité, c'est cela. On sait maîtriser Mirabel à l'Insee. Dans des colloques internationaux, les chercheurs sont un peu dérouterés.

Cela anime des résistances mais je crois que c'est en bonne voie. Les jeunes chercheurs, les jeunes thésards savent bien qu'ils ne pourront pas développer leur carrière scientifique, s'ils le souhaitent, en restant dans l'Hexagone. Cela me paraît évident. J'avais une position forte pour les bousculer un peu. Je ne sais pas si j'y suis vraiment parvenu, mais je le crois - depuis un an, ils sont plusieurs à faire des immersions intensives d'anglais.

VOTRE TRAJECTOIRE MONTRE DES RUPTURES, DES ALLERS-RETOURS, DES RENCONTRES AVEC NOMBRE DE PERSONNES DIFFÉRENTES. VOUS AVEZ ÉTÉ L'HOMME DE L'OUVERTURE ET DES RENCONTRES.

Je crois que c'est vrai. Il y a aussi les découvertes intellectuelles les plus récentes. Dans cette dernière phase, où malgré tout, je n'allais à Dijon que très peu, j'étais assez solide. J'ai toujours été marginal et solitaire, finalement, dans mon chemin. On faisait des petits ateliers à Dijon, parfois j'y présentais mes lectures, c'était l'occasion d'échanges.

J'ai trouvé dans mes lectures les plus récentes, des objets de satisfaction incontestable, que je n'avais jamais trouvés avant. Au fond, je suis un peu un contrebandier de l'économie. Je veux comprendre mais je veux toujours



© INRAE / Brun

André Brun et John Bryden avec un participant écossais, en 1989, lors d'un meeting du projet Arkleton Trust en Ecosse.



Lors du meeting de Montpellier du projet Arkleton Trust, en juillet 1987, les participants sont en villégiature à Sète. De gauche à droite, Anthony M. Fuller (en chemise rouge), John Bryden (en chemise kaki) et François Bel (en chemise à carreaux).

élargir, au point que la science économique disparaît. Elle n'est plus dure, elle devient molle, philosophique, sociologique, ethnologique.

Louis Dumont était un grand penseur qui m'a marqué. Il a rendu crédible scientifiquement le fait que l'économie soit une idéologie. Son livre *Homo Aequalis* après son livre *Homo hierarchicus* sur l'Inde, est à mon sens, magistral. Il me permet d'affronter nos purs et durs économistes d'aujourd'hui, en leur disant qu'ils sont largement idéologues. Il a nourri la pensée de Bernard Perret – ancien administrateur à l'Insee – et Guy Roustang, qui ont écrit un livre, en 1993, qui m'a passionné : *L'économie contre la société*. Là, je retrouve aussi mes convictions profondes, qu'en flattant la consommation, en faisant preuve d'un grand désir de croissance, de production, de compétitivité, finalement, on détruit la branche sur laquelle on est assis.

Ce livre de Perret et Roustang est largement centré sur les problèmes de la société d'aujourd'hui – chômage, exclusion, etc. Cela me passionne, je me sens en *alter ego* avec cela. Comment, finalement, on meurt un peu d'individualisme et d'abandon de l'esprit civique de la vie collective. Pour résoudre ce problème, on n'a pas d'autres solutions que de proposer aux gens de consommer davantage, et cela développe davantage d'individualisme. Il y a une contradiction interne qu'il faut casser, briser.

C'est ce à quoi je me suis attaché, dans ma pensée solitaire, depuis quelques années. Ce qui a débouché sur cet article

sur la citoyenneté : citoyenneté, individualisme, coopération et lien local¹¹. Cela a aussi débouché sur mon élection, en 1995, comme maire d'une petite commune, Vitry-aux-Loges où se trouve ma maison, « La Cigogne », située au cœur de la forêt d'Orléans.

DEPUIS LE DÉBUT DE VOTRE CARRIÈRE, VOUS MONTREZ UNE FOI EXTRAORDINAIRE EN L'ÉCONOMIE COMME MAÎTRE MOT DE LA SOCIÉTÉ. AVEC LA MONTÉE DU CHÔMAGE ET LES DÉRÈGLEMENTS QUI EXISTENT, VOUS APERCEVEZ QUE L'ÉCONOMIE N'A PAS SATISFAIT ENTIÈREMENT VOTRE ATTENTE ET QUE, PEUT-ÊTRE, D'AUTRES SAVOIRS PLUS LARGES SONT NÉCESSAIRES POUR MIEUX COMPRENDRE LE FONCTIONNEMENT SOCIAL. ON DIRAIT QU'EN MÊME TEMPS QUE VOUS CONTINUEZ DE GARDER CETTE FOI ENVERS L'ÉCONOMIE, VOUS LA FUYEZ. POURRIEZ-VOUS PRÉCISER ?

Oui, je peux commenter. D'abord, à la suite de Perret et Roustang, j'emploie deux mots maintenant : l'économie et l'économique. L'économie, c'est la société et la manière dont elle gère l'aspect matériel de son existence. L'économique, c'est une science, *economics*. La relation entre les deux est extrêmement passionnante. Ce qui me passionne, c'est l'économie, ce n'est pas

¹¹ Brun A., 1995. Citoyenneté, individualisme, coopération et lien local. *Économie rurale*, Programme national Persée, 229(1):11-16, <DOI> 10.3406/ecoru.1995.4752>.

l'économique. À la recherche de l'économique pour comprendre l'économie, je n'y suis pas véritablement parvenu. J'ai constamment élargi et maintenant, mon économie est aussi large que l'économie marxiste. René Girard, un de mes penseurs préférés, n'est pas un économiste.

J'ai très vite senti, et je n'ai peut-être pas toujours su dénoncer, à quel point l'économie est conditionnée et maîtrisée par l'économique, alors que l'économique est sensée, à son départ, décrire et comprendre l'économie. Il y a un effet en retour monumental, considérable, et contre lequel je m'insurge. Je ne glorifie pas l'économique comme science. Jamais. J'ai toujours été un franc-tireur. Je suis à la recherche, et je pense que c'est possible, d'outils de connaissance qui nous permettent de prendre des décisions économiques en connaissance de cause.

Avec Perret et Roustang, je refuse totalement que les économistes aient le pouvoir sur l'économie. Ils apportent un éclairage mais ils n'ont pas la seule vision qu'on puisse avoir sur l'économie. Ce qui m'intéresse, c'est l'économie, et non l'économique, je veux la saisir dans toute sa globalité. La compétition existe.

CETTE POSITION À LAQUELLE VOUS ARRIVEZ MAINTENANT, VOUS POSE-T-ELLE DES PROBLÈMES QUANT AU DEVENIR DU DÉPARTEMENT D'ÉCONOMIE À L'INRA ?

Si j'étais en position de responsabilité par rapport au département tel qu'il existe, ma première tâche serait de faire reconnaître aux jeunes chercheurs brillants qu'on a des énergies et des intelligences nombreuses dans ce département mais qui sont très



Au meeting de l'Arkleton Trust de Montpellier, en juillet 1987, côte à côte André Brun et Louis-Georges Soler.

prisonnières de leurs outils. La vocation à l'Inra d'un département Économie, et Sciences sociales plus généralement, n'est pas d'être des spécialistes des outils mais des spécialistes de réflexions sur les objectifs que la société doit se donner en matière d'économie. C'est tout à fait différent. Surtout, je voudrais détruire cette prétention que les outils dont on dispose et qui se développent aujourd'hui, sont les moyens de maîtriser l'économie, ou sont les meilleurs moyens de lui donner des directives.

Pour cela, les jeunes chercheurs brillants sont très ouverts. Ils sont parfois un peu prisonniers de leurs outils – ils sont de bons spécialistes d'outils que je ne maîtrise pas. Je les crois aussi très ouverts sur l'insuffisance de ces outils, sur le besoin de s'ouvrir et de reconnaître scientifiquement - comme les démarches que j'ai faites. Ce n'est pas de l'autojustification. En relisant mon mémoire de recherche de DR1, j'ai l'impression que beaucoup de jeunes chercheurs pourraient y trouver des réflexions utiles. Ils en auraient besoin. Je crois en cet esprit d'ouverture, fondamentalement, ces jeunes le perdent à cause de la manière dont ils sont jugés. Ce souci d'excellence dans une discipline qui s'effrite - l'économie s'effrite, elle est de moins en moins capable de répondre aux problèmes que se pose la société. Ne la glorifions pas. Remettons-la en cause au lieu de la conforter dans ses éléments durs. Voilà comment je réagis par rapport à une mission dans le département.

Cela ne surprend pas. On a des divergences sur beaucoup de points mais pas sur celui-là. Dans quelle direction aller ? J'ai appris la dialectique sur le terrain, un peu dans les livres aussi. Le souci d'excellence est légitime. Louis Dumont est un homme excellent.

MAINTENANT QUE VOUS ÊTES À LA RETRAITE, AVEC DE NOUVELLES FONCTIONS EN TANT QUE MAIRE D'UN PETIT VILLAGE, CONCRÉTISEZ-VOUS CERTAINS ASPECTS QUE VOUS AVEZ DÉCOUVERTS OU APPROFONDIS PENDANT VOTRE VIE PROFESSIONNELLE ? POURRIEZ-VOUS EN PARLER ?

Oui. C'est une sorte de passage de la théorie à la pratique. C'est comme cela

que je le vis. De toute façon, la contradiction n'est jamais résolue. Le mouvement et l'action ne résultent pas de la contradiction. Ce n'est donc pas une synthèse paisible mais c'est une synthèse quand même.

Je suis maire depuis le mois de juin dernier de Vitry-aux-Loges, avec 1 600 habitants, et un budget de fonctionnement de 5,5 millions de francs. Dans l'action, on est obligés de composer. Ce que je découvre est passionnant, ce sont des frustrations qui trouvent à se combler. J'ai quand même été un peu frustré de rapports humains dans ma solitude orléanaise, au moins dans les dernières années. On est au cœur de tous les problèmes humains, on fait la queue au bureau du maire pour raconter toutes ses misères.

Aussi, le contact avec les ingénieurs de l'équipement, les maires des communes voisines, la mise en place des politiques de pays. C'est passionnant ! C'est un poste d'observation extraordinaire. Il faudrait pouvoir faire cela et être suffisamment maître de cette situation pour le matin, s'en occuper, et l'après-midi, en faire la philosophie. J'aurais beaucoup de choses à dire, je crois, qui seraient très utiles à ceux qui analysent le milieu rural. Je pense que c'est excellent. J'ai cette position d'être à la fois chercheur et responsable.

C'est une synthèse dans la mesure où, être maire, c'est être leader de deux équipes. Il y a les employés municipaux d'un côté et les conseillers municipaux de l'autre. Nous sommes 19. Vendredi prochain, on va examiner l'orientation pour les cinq ans à venir et le vote du budget primitif de l'année 1996. Ma tâche est essentiellement une tâche de pédagogue. Il faut que je maîtrise intellectuellement les finances communales, ce qui n'est pas si simple. Cela commence à venir. La première année est dure !

Ensuite, je veux dépasser la discussion ligne à ligne, en aveugle, d'un budget sans avoir de vision d'ensemble. Toujours l'ensemble et la partie. Je veux donner à tous les conseillers municipaux, la capacité de pouvoir faire des choix - de pouvoir comparer la bordure de trottoir qu'on va faire ou l'initiative qu'on va prendre pour des jeunes, l'un pesant sur le budget de l'investissement,

l'autre sur le budget de fonctionnement. Il faut qu'ils maîtrisent tous, intellectuellement, la manière dont fonctionne la section fonctionnement et comment elle communique avec la section investissement. Ce n'est pas simple. Les conseillers municipaux n'ont pas tous reçu d'enseignement, d'éducation supérieure. Je risque de passer un peu pour un professeur, un intellectuel.

VOUS AVEZ UN TERRAIN PRIVILÉGIÉ OÙ VOUS RETROUVEZ VOS CONSULTATIONS DÉMOGRAPHIQUES, VOUS VOYEZ LES RELATIONS D'UNE POPULATION LOCALE AVEC SON TERRITOIRE. EST-CE UN ABOUTISSEMENT LOGIQUE D'UNE CARRIÈRE DONT VOUS RÉVIEZ ?

Oui, tout à fait. Le dernier article sur la citoyenneté est, en quelque sorte, la théorisation de ce que je suis en train de faire. Il y a une certaine satisfaction. Je peux, avec plus d'autorité qu'un autre, dire que Vitry-aux-Loges est dans la troisième couronne orléanaise et parisienne. De toute façon, il y a un potentiel de développement, peut-être lent. On n'a pas les mêmes problèmes que dans l'Yonne, qui n'est pas si loin. Par conséquent, cela me permet de cadrer un peu les perspectives de développement dans un village comme Vitry-aux-Loges. Là, je suis assez bien reconnu et j'ai une certaine assurance.

AVEZ-VOUS FAIT DES ÉTUDES DE PROSPECTIVE ?

J'ai participé au groupe de prospective des espaces ruraux de la DATAR (Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale), mis en place à la fin des années 1980 et dirigé par Bernard Kayser. J'ai été cosignataire d'un livre¹². C'est encore cette fonction de prospective de quelqu'un qui, même s'il n'a pas toujours eu tous les outils et s'il n'a pas toujours tout compris, est assez bien placé pour saisir les tendances lourdes et moins lourdes, les conflits, leur résolution, surtout quand il n'est pas prisonnier d'une logique linéaire. Je crois que c'est mon cas.

¹² Kayser B., Brun A., Cavaillès J., Lacombe P., 1994. *Pour une ruralité choisie*. La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.

Cela m'a passionné. Depuis le début, je voulais faire de la prospective et de l'aménagement du territoire. En 1962 ou 1963, une petite note de Pierre Mathal signalait que l'Inra ne s'occupait pas d'aménagement du territoire, alors que cela me passionnait. En fin de carrière, pendant trois ou quatre ans, j'ai donc mené cette activité dans le rôle de prospectif des espaces ruraux, où se trouvaient également Philippe Lacombe Jean Cavailhès et quelques autres.

Ce n'est pas une production scientifique, c'est une mise en commun d'idées de personnes ayant une certaine expérience. Et un don de plume que, notamment Bernard Kayser, a tout à fait. Même si cela n'a pas vraiment apporté de connaissances, cela nous a permis de financer, puisqu'il y avait un budget à la clé, un certain nombre de recherches nouvelles assez intéressantes, bien ciblées – sur la manière dont les cadres sont satisfaits ou non d'habiter en milieu rural, sur le mouvement des étrangers en France.

AURIEZ-VOUS DES CONSEILS À DONNER À UN JEUNE QUI ARRIVERAIT ACTUELLEMENT À L'INRA ?

Lisez Louis Dumont, Claude Jessua ! Lisez les mémoires des anciens chercheurs, on a un message à transmettre. Ceux qui, comme dans les sciences techniques, veulent faire table rase du passé, font complètement fausse route. Avec R. Larrère, on allait chercher des auteurs fort anciens, jusque vers 1850. Maintenant, cela ne se fait plus.

Dans les publications actuelles, la référence à un texte qui date de plus de cinq ans n'a plus de sens. Je vis cela comme un triomphalisme scientifique qui sera démodé très vite. C'est mon sentiment. Dans nos disciplines, je trouve que les échecs de l'économie sont tels qu'on ne va pas continuer à se contenter d'être de bons économistes purs et durs. Cela ne va pas durer, cela va casser. Si on peut l'anticiper, moi qui suis plutôt lanceur d'idées que finisseur, je dirais : « Lisez Louis Dumont ! » mais il y en a bien d'autres.

Je conseille aux jeunes de ne pas être triomphants, tout en étant bons. Ne fonctionnez pas avec des tiroirs - avec votre tiroir scientifique, que vous



© INRAE / Brun

André Brun, en 2004, à l'occasion de la réfection des locaux de la délégation du Loiret du Secours Catholique à Orléans. Il en a été le président pendant 5 ans. Il est ici entouré aux deux extrêmes, à gauche par Serge Grouard (Maire d'Orléans à l'époque) et à droite par Eric Dolige (Sénateur du Loiret).

fermerez ensuite pour vous interroger en conscience sur la vie, la société, l'amour, la mort. Non, cultivez l'unité intérieure.

Ce sont des conseils qu'on peut comprendre mais cela ne donne pas une pratique scientifique.

C'est l'unité individuelle de l'individu qui m'intéressait. Je vois trop bien que lorsqu'on façonne dans un cadre institutionnel, dans le cadre de tel laboratoire, on est prisonniers, on est poussés à actionner un tiroir plutôt qu'un autre.

Je crois qu'il y a nombre de domaines où la recherche organisée en laboratoire, la division du travail internationale dans le domaine de la recherche, de l'observation, de la maîtrise des données, me paraît tout à fait excellente. « Il n'y a de sens que du mesurable », j'en reviens à Bergman. Ne nous limitons pas à cela, sinon on est sûrs de ne pas comprendre.

Je suis persuadé qu'on a tous, notamment les plus jeunes d'entre nous, une soif de comprendre et de connaître, au-delà du modèle économétrique qu'on est en train d'écrire. Je leur dirais : « Ne faites pas deux poids deux mesures. Soyez exigeants sur les questions fondamentales qui se posent à la société et pas seulement sur l'homoscédasticité de votre modèle ». J'ai l'impression de prêcher un peu dans le vide.

Je dirais quand même : « Relisez de bons auteurs ». Ne faisons pas du passé, table rase. Cette espèce de triomphalisme de la pensée moderne, c'est déjà trop tard. C'est fini dans ma tête.

Je suis frappé par le côté périssable des œuvres qui sont sorties de ce département de recherche : après vingt ans, ou peut-être moins, on n'en entend plus parler.

Le triomphalisme est plus fort en France, notamment dans nos disciplines. Il est très largement diffusé dans l'ensemble du milieu des économistes internationaux, moins qu'en France. Je pense qu'il doit y avoir une régulation. Je pense que ce triomphalisme est mauvais et que, par conséquent, il faut le combattre sans l'annuler. Il faut aussi avoir une excellence. Pour opérer cette régulation, il faut sortir de France. C'est vrai dans beaucoup de domaines – politiques économiques, réflexion sur le chômage, sur la sécurité sociale.

Je conseillerais aux jeunes de sortir de France, avec le souci de ne pas y aller uniquement pour voir de grands spécialistes mais pour négocier un contrat à Bruxelles sur l'exclusion ou le chômage dans le milieu rural.

LE FAIT QUE NOTRE INSTITUT S'INTÉRESSE À DES PROBLÈMES QUI SOUVENT N'ONT PLUS GRAND-CHOSE À VOIR AVEC L'AGRONOMIE RISQUE-T-IL DE POSER UNE CRISE D'IDENTITÉ ?

Il y a longtemps qu'elle est posée. En 1980, dans *Agriculture et administration de l'espace*¹³, je faisais déjà le procès des agronomes qui n'existent plus. C'était déjà joué à l'époque. L'homme biologiste

¹³ André Brun, *Agriculture et administration de l'espace*. Quelques pistes de recherches, INRA Orléans, Doc 80/3, 38 p.



À l'arboretum des Barres à Nogent-sur-Vernisson dans le Loiret, de Barrès en 1998. Trois anciens chercheurs de l'Inra, de gauche à droite : Michel Petit et une amie, André Brun, Jean-François Lacaze et son épouse, Marcelline Brun.

appliqué à l'agriculture de synthèse, je ne sais pas s'il y en a encore un seul à l'Inra. J'ai du mal à porter un jugement sur le domaine des sciences biologiques. Je trouve que c'est dommage. Il y a des savoir-faire, il y a cette capacité de synthèse que réclamait Jacques Poly avant nos dirigeants actuels. Elle est fondamentale. Dans toute mon attitude intellectuelle, il y a une ligne conductrice - cette ouverture englobant la nécessité d'être de plus en plus large dans sa vision et, en même temps, d'être exigeant intellectuellement.

Je ne sais pas si cela est possible dans les sciences biologiques. Je le regrette. Les travaux de terrain que j'ai faits avec Deffontaines ou Osty, ont été pour moi, des facteurs de compréhension en profondeur, que ne me donnera jamais un biologiste moléculaire.

AU DÉBUT DE VOTRE CARRIÈRE, VOUS VOULIEZ ESSAYER DE SAUVER CE QUI POUVAIT ENCORE L'ÊTRE, CERTAINES SOCIÉTÉS RURALES. MAINTENANT, LE STADE DE DÉCOMPOSITION EST SI AVANCÉ QU'ON NE PEUT PLUS ENVISAGER CELA DE LA MÊME FAÇON. POUR NOTRE INSTITUT, IL Y A UN PEUT-ÊTRE UN PROBLÈME D'IDENTITÉ ?

Il faut reconstruire mais sur quelle base ? Je le fais au niveau des sociétés rurales. Dans ma tâche de maire, j'essaie de reconstruire des solidarités locales, une intelligence des situations et de la durée. Il faudrait mettre la puissance des outils modernes au service de la durée, pour avoir une vision.

POURRIEZ-VOUS APPORTER QUELQUES PRÉCISIONS CONCERNANT LES INSTRUMENTS ?

Ne soyons pas l'esclave des instruments. J'ai mentionné Séverac, Louis Dumont, Perret, Roustang, Girard, sans développer.

Robert Reich¹⁴, secrétaire d'État au Travail du gouvernement de Bill Clinton (de 1992 à 1997), a écrit un livre sur la mondialisation de l'économie. Voilà un auteur que les jeunes économistes devraient lire. Cette globalisation et cette cérébralisation de l'économie, cette dématérialisation, tout ce qui touche à l'économie de l'immatériel constitue une bonne réflexion. C'est un

¹⁴ Reich R., 1993. *L'économie mondialisée*. Malakoff, Dunod.

économiste au sens de la science économique. Par conséquent, il sait plus écouter qu'un socio-économiste, comme je peux l'être. Il fait une description de l'évolution de la société américaine sous l'effet de cette dématérialisation, de cette globalisation, et les conséquences qu'il en tire au niveau social.

Il y a là, les germes de quelque chose de tout à fait important. C'est un diagnostic qu'il reste à faire et surtout, à en mesurer les conséquences, du fait que l'Occident n'est plus maître dans le monde des techniques. Par conséquent, s'il veut garder un rôle dominant, il ne peut le faire que par une sur-éducation en quelque sorte, qui n'est pas accessible à tout le monde. Ce qui va créer un écart plus grand avec les masses peu cultivées ou pauvres au sein de nos propres sociétés. C'est tout le problème de l'exclusion qui se trouve impliqué.

Son diagnostic est tout à fait intéressant. Il conclut au niveau de l'action : « On va créer tellement de richesses qu'il faudra qu'on fasse une répartition différente. On aura des ressources. On va demander à ceux qui sont riches, qui peuvent gagner des sommes fabuleuses comme Bill Gates à partir de la maîtrise de l'information et de la dématérialisation, les sacrifices qu'il faut pour que les pauvres deviennent riches ».

Je trouve que la réflexion est bien menée. Il y a d'autres livres de ce genre, comme *L'utile et le futile*, de Charles Goldfinger, qui est intéressant également.



La Société des Amis de la Forêt d'Orléans (SAFO) rend hommage, peu après son décès, à André Brun qui fut un de ses membres en publiant cette photo dans sa revue *Forêt voisine*, n° 3 - printemps 2009.

ENTRETIEN AVEC MARCELLINE BRUN (AVRIL-MAI 2021)

La scolarité d'André dans le secondaire s'est déroulée au Lycée de Saint Cloud, suivie de la « Prépa » à l'Agro : deux ans au Lycée Saint-Louis, puis une année au Lycée Chaptal, d'où il a été admis dans la promotion 1955 de l'INA Paris.

Ses activités extra-scolaires ont été marquées par le scoutisme (mais peu de temps : sport limité par une primo-infection pulmonaire sévère). L'enseignement de la musique a tenu une place non négligeable : encouragé au piano par sa mère, Marthe, devenue dessinatrice de mode après la mort de ses deux frères (pilotes de guerre lors de la guerre de 1914-18), mais aussi « pianiste confirmée ». Le temps libre restant lui permettait de rejoindre un groupe de J.E.C (Jeunesse Etudiante Chrétienne) et de jouer au bridge, souvent en famille.

Etudiant, André a toujours fait partie de groupes de jeunes, souvent catholiques : ainsi, après la J.E.C., il a rejoint le « Groupe catho » de sa promotion à l'INA Paris, et a aussi participé à la Chorale paroissiale de Bourg-la-Reine (dernier lieu de résidence de ses parents avant la retraite). Avec d'autres amis, il a été à la découverte de coins de France, pas vraiment touristiques...et a encadré de petits groupes de jeunes ouvriers, invités en Italie (via la Famille Rurale probablement).

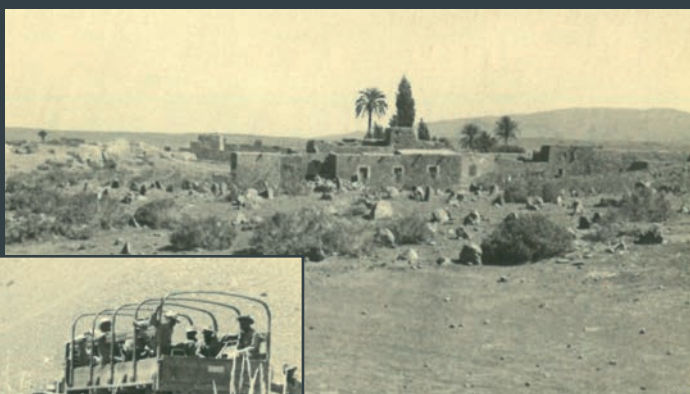
Il a fait son service militaire, d'octobre 1959 à mars 1961, d'abord en Algérie, après être passé par l'École des Sous-Officiers de Saint-Maixent comme aspirant, et avoir souhaité aller dans une S.A.S*. André a été nommé sous-lieutenant dans une Compagnie de blindés, à la frontière de l'Algérie et du Maroc (à hauteur de Mèchéria). Cette unité était chargée de surveiller, de nuit, cette zone de barbelés électrifiés que les fellagas tentaient de franchir avec des armes, en des lieux chaque fois inattendus. Tension inévitable qu'un des appelés à cette même surveillance a très mal supportée (il a été envoyé en centre de repos, d'où de nombreux échanges de lettres entre eux, pendant de longs mois ou années). Mais André n'a pas eu à effectuer tout son service sur cette frontière, à la fin d'une permission, il a appris qu'il était nommé, (pour les 6 ou 8 mois restants), comme « orienteur », d'aiguilleur des recrues avant leur incorporation, dans un centre de sélection à Auch (Gers), qu'il a vécu comme un travail passionnant. J'ai retrouvé quelques pages de notes d'André sur la Guerre d'Algérie (deux articles du journaliste du Monde, Philippe Martenay (« L'Algérie future » en juillet 1959 et « Que faire en Algérie ? » en novembre 1960), où il a tenté de tirer sa propre position sur le sujet. Très vite il a suivi la direction inspirée par de Gaulle avec les accords d'Evian.

J'ai connu André à son retour d'Algérie où j'étais allée moi-même, juste après ma licence d'Anglais, pour une année, comme « ASSRA » (Adjointe sanitaire sociale rurale auxiliaire) dans le cadre d'une « E.M.S.I » (Equipe médico-sociale itinérante). Nous nous sommes mariés le 22 Novembre 1961, après son retour d'Algérie. En 1963, est né notre premier enfant, nous en avons eu cinq au total (le dernier est né en 1970). Il leur a fait découvrir l'environnement forestier de notre maison dénommée Cigogne, située en pleine forêt d'Orléans, et les a familiarisés avec le ski dans le Beaufortain.

Pour ce qui est de ses goûts littéraires, je pense aux poètes Péguy, et plus tard Aragon. Et j'ai noté sur ses étagères, François Perroux, « La coexistence pacifique », et aussi René Dumont. Mais il a beaucoup lu, je pense à Victor Hugo, « Les Misérables », à Proust et bien d'autres.

*NDLR : Section administrative spécialisée, unité de l'armée française durant la guerre d'Algérie, de 1955 à 1962.

Photo probablement prise par André Brun lors de son service militaire en Algérie en 1959 et 1960 et légendée par lui : « Le village de Chellala et son cimetière (devant).



© INRAE/Brann

Photo probablement prise par André Brun lors de son service militaire en Algérie en 1959 et 1960 et légendée par lui : « L'alfa – le FM et le GMC** pause déjeuner. Le FM*** est en batterie pour la photo ».

* Est désigné ainsi le fusil, de la marque tchécoslovaque « Alpha ».
 ** Camion de transport de troupes de marque américaine.
 *** Fusil mitrailleur.